

FACS : LES RAISONS DE LA COLÈRE

UNE MOBILISATION SANS PRÉCÉDENT DES UNIVERSITÉS GAGNE TOUTE LA FRANCE.

Étudiants, enseignants et personnels prennent conscience qu'au-delà des intérêts particuliers se profile un enjeu de société, **LA DESTRUCTION DE L'ÉDUCATION RÉPUBLICAINE**. À l'université, deux projets dangereux :

LA CASSE DES CONCOURS DE L'ENSEIGNEMENT

Il serait nécessaire d'atteindre le M2 pour passer les concours de recrutement. Un allongement des études n'est pas supportable pour des étudiants toujours plus pauvres. Ceux-ci n'auraient plus que 4 mois pour préparer en même temps le concours et le mémoire de master.

L'évaluation des connaissances reculerait au profit d'un mélange de pédagogie et de « connaissance du système éducatif » - soit 40% de la nouvelle évaluation au détriment du contenu disciplinaire. Des personnes dites de la « société civile », sans compétence dans la discipline évaluée, jugeraient le candidat.

Suppression de l'actuelle année de stage après la réussite au concours, durant laquelle les jeunes professeurs, rémunérés, assurent 6 h de cours, encadrés par un tuteur et suivant des cours en IUFM. Il instaurerait des stages trop courts, impossibles à gérer, très peu payés.

Enfin, les jeunes enseignants seraient jetés dans des classes en pleine responsabilité, avec 20 h de cours par semaine, sans préparation sérieuse.

→ Cette contre-réforme abaisse la qualité des enseignements, celle des diplômes et de la formation des élèves en général.

LE CLIVAGE ENTRE RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT

Le projet ministériel supprimerait les passerelles entre masters recherche et enseignement.

La casse du statut des enseignants-chercheurs ferait de l'enseignement à la fois une sanction pour les "mauvais" chercheurs, et une voie de relégation. Elle permettrait l'arbitraire : un enseignant dont les recherches ou les cours ne plairaient pas à la direction de son université (peu de profits ? trop subversifs ?) se verrait disqualifié...

Les conséquences sur les étudiants seraient importantes : aucune discipline sérieuse ne peut se séparer de la recherche, sous peine de devenir obsolète – et donc de dévaloriser les diplômes ; les étudiants sont attachés à la diversité des enseignants, qui fournissent des thèses, des méthodes et des sensibilités différentes.

→ C'est l'autonomie des universités pour briser l'autonomie des universitaires.

ON NE GÈRE PAS L'ÉDUCATION COMME UNE ENTREPRISE

Comme dans tous les services publics, de la maternelle à l'université, la priorité est à la diminution des coûts au détriment de la qualité. On oblige à des abandons d'horaires pour se recentrer sur un socle commun de plus en plus faible. Des choix budgétaires à court terme créeront des générations incapables de faire face à la concurrence mondiale. Les étudiants et les enseignants refusent cette casse autoritaire et ne seront pas les rouages de cette machine infernale.

→ La qualité a un prix ; en faisant du savoir et de sa transmission une marchandise, on fait de notre avenir une variable d'ajustement.

« Affaiblir la compétence des enseignants, c'est affaiblir la formation des générations futures. Défendons l'avenir de nos enfants. »

**ÉTUDIANTS ET ENSEIGNANTS, TOUS ENSEMBLE
COMME JAMAIS : MOBILISONS-NOUS !**

RéseauHistoire (étudiants et enseignants non syndiqués)
reseauhiste@hotmai.com + facebook